



Convocation au conseil communautaire : 17 mai 2024  
Date d'affichage de la convocation : 17 mai 2024  
Conseillers en exercice : 30  
Conseillers présents : 19  
Nombre de votants : 26

Présents : BENITO GARCIA Richard, BOUGNARD Valérie, BRECHKOFF Thibault, CHARTIER Chantal, CHEVRIER Philippe, DELHUMEAU-JAUD Fabienne, DELISEE Martine, GAILLOT Bruno, GUILBERT Éric, HUMBERT Micheline, HUOT Joseph, JOUTEUX Françoise, KAREHNKE Anne, MONNEREAU Patrick, PARENT Michel, SUEUR Christophe, VATON Rodolphe, VILLAUTREIX Marie-Josée, VITET Françoise

Excusés : BRIES Sylvie, COIFFÉ Luc pouvoir à Eric Guilbert, FERREIRA François pouvoir à Micheline HUMBERT, FROUGIER Sylvie pouvoir à Françoise VITET, GAZEU Patrick pouvoir à Martine DELISEE, LAVAUD Philippe, LIVENAIS Patrick pouvoir à Christophe SUEUR, MAZERAT Adrien pouvoir à Fabienne DELHUMEAU-JAUD, MORANDEAU Yannick, RABELLE Dominique pouvoir à Michel PARENT, ROBILLARD Patrice

### 3. TAXE DE SEJOUR 2025 SUR LE TERRITOIRE DE L'ÎLE D'OLÉRON

Vu les articles L.2333-26 et suivants de CGCT,  
Vu les articles L.5211-21, R.2333-43 et suivants du code général des collectivités territoriales,  
Vu la délibération du Conseil Départemental de Charente-Maritime du 18 décembre 2009 portant sur l'institution d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour applicable au 1er janvier 2010,  
Vu les décisions des communes de l'île d'Oléron validant le transfert de la compétence tourisme à l'intercommunalité.  
Vu l'arrêté Préfectoral n°14-701-DRCTE-B2 du 25 mars 2014 transférant la compétence accueil Touristique des communes membres à la Communauté de Communes de l'île d'Oléron à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. [communes : Saint-Denis-d'Oléron, La Brée-les-Bains, Saint-Georges-d'Oléron, Saint-Pierre-d'Oléron, Dolus-d'Oléron, Le Château-d'Oléron, Le Grand-Village-Plage et Saint-Trojan-les-Bains].

*La Commission Développement économique, tourisme et attractivité est chargée du suivi du dossier de la taxe de séjour au sein de la Communauté de Communes. Celle-ci a examiné le 15 mai 2024 le bilan de la taxe de séjour pour 2023 (sous le régime du forfait) et les litiges en cours avec les plateformes chargées de la collecte. Comme l'a décidé le Conseil communautaire, la taxe est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 calculée sous le régime du réel (sauf pour les ports) et sur l'ensemble de l'année. Un effort important est déployé pour accompagner les professionnels et les particuliers dans ce nouveau mode de collecte avec le renforcement du service pour permettre l'accueil physique et téléphonique, la mise en place d'une plateforme de télédéclaration, l'activation d'une ligne directe (hot line) chez l'éditeur du logiciel et la possibilité de déclarer sous format papier.*

*Naturellement il est encore trop tôt pour tirer un bilan sur la mise en place du régime du réel sur l'île d'Oléron sachant que l'activité touristique est en grande partie développée sur la fin du second trimestre et le troisième.*

*Aussi et considérant que les changements ont été importants pour 2024*

*Considérant que notre régime est désormais en concordance avec les pratiques des autres territoires touristiques du département,*

*Considérant que les tarifs de la catégorie des campings et des meublés non classés sont au plafond légal, la commission préconise la reconduction des tarifs votés pour 2025.*

**AR Prefecture**

017-241700624-20240523-DCC230524\_3-DE

Reçu le 29/05/2024

Publié le 29/05/2024

**REGLES PROPOSEES A APPLIQUER A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025 EN MATIERE DE TAXE DE SEJOUR****I – Définition du régime applicable et de la période d'imposition**

Tous les hébergements proposant des nuitées marchandes sont assujettis à la taxe de séjour selon la nature de l'hébergement et conformément à l'article R.2333-44 du CGCT.

**1/ Régime de la TAXE DE SEJOUR**

- 1<sup>er</sup> Les Palaces REEL
- 2<sup>ème</sup> Les hôtels de tourisme REEL
- 3<sup>ème</sup> Les résidences de tourisme REEL
- 4<sup>ème</sup> Les meublés de tourisme REEL
- 5<sup>ème</sup> Les villages de vacances REEL
- 6<sup>ème</sup> Les chambres d'hôtes REEL
- 7<sup>ème</sup> Les emplacements des aires de camping-cars REEL
- et les parcs de stationnement touristiques
- 8<sup>ème</sup> Les terrains de camping, les terrains de caravanage et ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air REEL
- 9<sup>ème</sup> Les ports de plaisance FORFAIT
- 10<sup>ème</sup> Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnés aux 1<sup>er</sup> à 9<sup>ème</sup> : REEL

**2/ Période de perception :**

La période d'imposition sera du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

**3/ TARIFS****TARIFS DE LA TAXE DE SEJOUR INTERCOMMUNALE**

Catégories d'hébergement (précisés par la loi)	Régime	Tarif * Ile d'Oléron	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	Réel	3,00	0,70	4,80
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	Réel	3,00	0,70	3,40
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	Réel	2,10	0,70	2,60
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	Réel	1,50	0,50	1,70
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	Réel	0,90	0,30	1,00
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	Réel	0,75	0,20	0,80
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes,	Réel	0,60	0,20	0,60
Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	Réel	0.60	0.20	0.60

## AR Prefecture

017-241700624-20240523-DCC230524\_3-DE  
Reçu le 29/05/2024  
Publié le 29/05/2024

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes,	Réel	0,20	0,20
Port de plaisance***	FORFAIT	0.20	0.20
Hébergement sans ou en attente de classement hors listés ci-dessus **	Réel	5%	1% 5%

\*tarif par personne et par nuit en €.

\*\* Pourcentage à appliquer au coût de la nuitée par personne.

\*\*\* Le taux d'abattement applicable est de 80 %.

→ Les tarifs ainsi définis ne comprennent pas la taxe additionnelle départementale prévue par l'article L. 3333-1 du CGCT et fixée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 au taux de 10% par le département de la Charente-Maritime et qui vient se rajouter au montant de la taxe demandée.

## II - DISPOSITIONS RELATIVES AU REGIME DU REEL

### 1/ Exonération de la taxe de séjour

Conformément à l'article L2333-31 du CGCT, sont exemptés de la taxe de séjour :

- Les personnes mineures
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés sur le territoire de l'île d'Oléron,
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

### 2/ Date et mode de perception de la taxe

Le service de la Communauté de Communes sera chargé du calcul de la taxe et de l'édition de la facturation. La taxe de séjour sera payée, à la caisse du comptable public de l'île d'Oléron ou au régisseur selon les modalités de gestion choisies.

Des titres de régularisation pourront être émis tout au long de l'année.

#### 2-1 : Modalité de déclaration

Les hébergeurs doivent déclarer chaque trimestre le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès du service taxe de séjour de la Communauté de Communes de l'île d'Oléron.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par Internet :

- En cas de déclaration par papier, l'hébergeur transmet chaque trimestre, dans les 15 jours du trimestre échu, le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur. L'hébergeur calcule la taxe due et envoie le formulaire ainsi que son règlement au service Taxe de Séjour de la Communauté de Communes. Sur demande un reçu est envoyé.
- En cas de déclaration par Internet, l'hébergeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois suivant le trimestre échu.

#### 2-2 : facturation

- En cas de télédéclaration après la validation du registre de l'activité trimestriel, l'hébergeur est invité à régler le montant de la taxe de séjour due. Un état récapitulatif lui est transmis soit dès la validation du paiement soit dans les documents de son espace hébergeur.
- En cas de déclaration papier, le logeur adresse son état et son règlement au service taxe de séjour. Sur demande un reçu est envoyé à l'hébergeur.

## AR Prefecture

017-241700624-20240523-DCC230524\_3-DE  
Reçu le 29/05/2024  
Publié le 29/05/2024

### 2-3 Calendrier de déclaration et de paiement

Période de collecte	Date limite de déclaration	Date limite reversement
1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars	15 avril	30 avril
1 <sup>er</sup> avril au 30 juin	15 juillet	31 juillet
1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre	15 octobre	31 octobre
1 <sup>er</sup> octobre au 31 décembre	15 janvier	31 janvier

### 2-4 Plateformes numériques

Selon la loi 2016-1321 pour une république numérique, les plateformes intermédiaires de paiement doivent collecter et reverser 2 fois par an (30 juin et 31 décembre) le montant de la taxe de séjour pour les logeurs non professionnels lorsqu'ils sont intermédiaires de paiement et pour la taxe au réel.

### 4/ Loyer minimum

Fixe le loyer minimum à partir duquel les personnes occupant les locaux sont assujetties à la taxe de séjour à 1 € / jour ou 7 € par semaine ou 30 € par mois.

### 5/ Autres dispositions applicables

Les autres dispositions applicables sont précisées par le CGCT en référence à la taxe de séjour et le règlement annexé à la présente délibération.

## III - Dispositions applicables pour le régime du Forfait (ports de plaisance)

### 1 Champs d'application :

Pour en faciliter la perception, il est décidé d'assujettir à la taxe de séjour forfaitaire les natures d'hébergement loués à titre onéreux suivants : Ports de plaisance

### 2 Période de perception

La taxe de séjour forfaitaire est perçue sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

### 3 Taxe Additionnelle

Le Conseil Départemental a institué une taxe de séjour additionnelle de 10 % à la taxe de séjour. Celle-ci sera prélevée par la CDC Oléron puis reversée au Département conformément au L.3333-1 du CGCT.

### 4 Barème

Catégories d'hébergement	Tarif CDC	Taxe Ad.	Total
Port de plaisance	0.20 €	0.02 €	0.22 €

### 5 Capacité d'accueil

La capacité d'accueil correspond au nombre de personnes susceptibles d'être hébergées. Sur une installation d'hébergement de type port de plaisance, il convient, selon le guide de la taxe de séjour réalisé par la DGCL, de multiplier le nombre d'anneaux de plaisance par 4. Le guide précise que les navires dont l'habacle est clos, couvert et pourvu de capacités de couchage et qui demeure relié à un poste d'amarrage au cours d'une plage horaire incluse dans la période nocturne peuvent être assujettis à la taxe de séjour.

De surcroît, les bateaux meublés et aménagés exclusivement en vue de l'habitation ou à usage mixte, s'ils sont amarrés dans leur commune de résidence ou si le propriétaire paie une taxe d'habitation ne sont pas redevables de la taxe de séjour.

Les pontons aménagés pour recevoir les plaisanciers faisant escale dans le port pour une durée de 24 heures sont naturellement concernés par la taxe.

## AR Prefecture

017-241700624-20240523-DCC230524\_3-DE

Reçu le 29/05/2024

Publié le 29/05/2024

### 6 Abattement

La capacité d'accueil de l'hébergement peut faire l'objet d'un abattement dont le taux est compris entre 10 et 80 %.  
Le taux d'abattement retenu est de 80 %.

### 7 Modalités de déclaration

Les hébergeurs doivent déclarer auprès du service de la taxe de séjour de la CDC avant le 30 septembre les éléments permettant le calcul de la taxe (nombre de navires concernés,...)

### 8 Modalité de paiement

Le service taxe de séjour transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif des sommes dues pour l'année civile en cours.

La fiche DGCL précisant le calcul à la taxe de séjour des navires amarrés dans les ports de plaisance précise les modalités et dispositions applicables.

### IV Autres points

Conformément à l'article L2333-27 du CGCT, le produit de la taxe de séjour est intégralement affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique de territoire.

Les autres dispositions applicables sont précisées par le CGCT en référence à la taxe de séjour et le règlement annexé à la présente délibération.

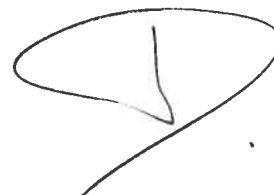
Sur proposition du Président, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Adopte l'instauration de la taxe de séjour selon les modalités et les tarifs fixés ci-dessus et le règlement annexé et non détachable de la présente délibération,
- Charge le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux et aux directeurs des finances publiques.
- Autorise le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de ce régime.

Fait à Saint-Pierre d'Oléron, le 23 mai 2024

Pour copie conforme

Le Président



Michel PARENT

**TAXE DE SEJOUR sur le territoire de l'île d'Oléron**  
**REGLEMENT annexé à la délibération**

**Article 1 : Objet du règlement**

Le Présent règlement a pour objet de définir les modalités de facturation de la Taxe de Séjour sur le territoire de la Communauté de Communes de l'île d'Oléron.

**Article 2 : Objet de la taxe de séjour**

Les recettes de la taxe de séjour servent à couvrir les dépenses de nature à favoriser la fréquentation touristique (par exemple, des dépenses couvrant des travaux d'amélioration qualitative de l'espace public, des dépenses liées à la politique de communication, à la politique culturelle, sportive, etc.). Il s'agit de dépenses qui agissent sur l'attractivité du territoire concerné ou la politique de préservation environnementale

**Article 3 : Définition des collecteurs de la taxe**

La taxe de séjour s'applique aux nuitées marchandes et touristiques dans les hébergements de l'île d'Oléron. Les personnes chargées de collecter la taxe sont :

- Les hébergeurs (professionnels ou non) qui ne passent pas par l'intermédiaire d'un opérateur numérique pour louer leurs chambres (absence de mandat) ;
- Les opérateurs numériques (ou plateformes) qui agissent en qualité d'intermédiaire de paiement pour le compte de loueurs non professionnels (collecte obligatoire). Les deux critères sont cumulatifs :
  - o L'opérateur ou la plateforme doit, d'une part, être intermédiaire de paiement et, d'autre part, agir pour le compte de loueurs non professionnels ;
  - o Les opérateurs numériques (ou plateformes) qui sont habilités par les loueurs professionnels ou les loueurs non professionnels

	Responsable de la collecte
Les hébergeurs (professionnels ou non) louant directement leurs biens sans l'intervention d'un opérateur numérique (ou plateforme) ?	Hébergeurs
Les hébergeurs professionnels louant leurs biens <i>via</i> des opérateurs numériques (ou plateformes) intermédiaires de paiement ?	Hébergeurs ou opérateurs numériques (ou plateformes) si mandatés par le logeur
Les hébergeurs non professionnels louant leurs biens <i>via</i> des opérateurs numériques (ou plateformes) intermédiaires de paiement ?	Opérateurs numériques (ou plateformes) obligatoirement
Les hébergeurs professionnels louant leurs biens <i>via</i> des opérateurs numériques (ou plateformes) non intermédiaires de paiement ?	Hébergeurs ou opérateurs numériques (ou plateformes) si mandatés par le logeur
Les hébergeurs non professionnels louant leurs biens <i>via</i> des opérateurs numériques (ou plateformes) non intermédiaires de paiement ?	Hébergeurs ou opérateurs numériques (ou plateformes) si mandatés par le logeur

La liste des redevables pourra être mise à jour à l'appui des informations communiquées par les opérateurs numériques. La Communauté de Communes pourra solliciter les hébergeurs pour compléter les déclarations.

## AR Prefecture

017-241700624-20240523-DCC230524\_3-DE

Reçu le 29/05/2024

Publié le 29/05/2024

### Article 4 : Obligations de déclaration

Selon les échéances mentionnées à l'article 2-3, les hébergeurs adressent à la Communauté de Communes de l'île d'Oléron, une déclaration (papier ou par Internet) indiquant la période de location, le nombre de personnes accueillies, le nombre d'adultes redevables à la taxe et le montant de taxe collectée sur la base l'article I-3 de la délibération.

Locations via une plateforme numérique :

- L'hébergeur communiquera sur sa déclaration les références de la réservation des séjours (donnée accessible dans son compte)
- La déclaration est obligatoire même si l'hébergeur utilise exclusivement la plateforme pour la mise en location de son bien.

En cas de défaut de déclaration, la procédure de taxation d'office pourra être mise en œuvre : article 12.

### Article 5 : Montant de la Taxe

Le montant de la taxe est établi par catégorie d'hébergement par le Conseil Communautaire.

Il sera ajouté une taxe additionnelle départementale de 10 %.

### Article 6 : Taxe Additionnelle départementale

Le Conseil Départemental de la Charente-Maritime a institué depuis le 1er janvier 2010 une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour communale ou intercommunale.

Les états déclaratifs (papiers ou Internet) de la Communauté de Communes de l'île d'Oléron comprennent la taxe additionnelle. Cette dernière sera reversée régulièrement au Département par les services de la Communauté de Communes de l'île d'Oléron.

### Article 7 : Modalité de paiement de la taxe

Voir point 2 de la délibération.

L'hébergeur effectue sa déclaration puis son paiement à l'ordre ou sur le compte du Régisseur de la Taxe de Séjour.

Les modes de paiement acceptés sont le virement bancaire, le chèque, le paiement Internet via Payfip. Les espèces ne sont pas acceptées.

Des régularisations ou refacturations pourront être effectuées tout au long de l'année.

### Article 8 : Défaut de collecte et reversement par les opérateurs numériques

En cas de défaut de déclaration, la procédure de taxation d'office pourra être mise en œuvre : article 12 et une amende décrite article 13.

En cas de défaut de collecte ou de reversement par la plateforme numérique, il sera considéré que celle-ci n'a pas agi en intermédiaire de paiement et qu'en conséquence il appartient au propriétaire du logement (et donneur d'ordre) de s'acquitter de celle-ci.

### Article 9 : Changement de situation

Les hébergeurs doivent informer les services de la Communauté de Communes de l'île d'Oléron des changements de situation préalablement à l'ouverture du bien à la location. La date de réception de cette information est prépondérante pour la mise en œuvre de réduction ou d'annulation. En cas de vente, le propriétaire devra fournir un certificat de vente pour que le dossier soit clôturé.

### A/ Le bien taxé n'est plus proposé comme hébergement touristique :

Le propriétaire doit informer les services de la Communauté du changement de destination du bien loué (ex. une location saisonnière est transformée en location à l'année). La taxe de séjour est recalculée en fonction de la date de

réception de l'information par les services de la communauté de communes. Le propriétaire pourra produire des copies de documents attestant du changement de situation (bail,)

B/ Autres cas

Les autres cas seront étudiés par les services de la Communauté et les élus. Il pourra être fait appel à la Police Municipale des communes pour attester de la réalité des situations.

**Article 10 : Réclamations**

Le redevable peut porter réclamation dans un délai de 2 mois sous la forme d'un recours gracieux de la décision de la CdC Oléron. Toute contestation devra faire d'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Président de la Communauté de Communes de l'île d'Oléron, accompagné des justificatifs nécessaires. A réception d'une réponse négative ou d'une absence de réponse (qui vaut rejet implicite) de la communauté de communes de l'île d'Oléron sous un délai de 30 jours, le redevable dispose d'un nouveau délai de 2 mois pour intenter un recours auprès du tribunal administratif de Poitiers s'il conteste la délibération fixant les tarifs de la taxe de séjour ou devant le Tribunal Judiciaire de La Rochelle s'il en conteste le montant.

**Article 11 : Modalités de contrôle des déclarations des logeurs**

La Communauté de Communes de l'île d'Oléron se réserve le droit de vérifier par tout moyen l'exactitude des déclarations fournies par les logeurs. Ces déclarations pourront être corroborées par les renseignements fournis par les éventuelles annonces publiées par le logeur, les déclarations des locataires ou tout autre moyen de nature à confirmer ou infirmer ces déclarations.

En cas de contestation, il appartiendra au logeur d'apporter la preuve contraire, après règlement de la taxe. Si la Communauté de Communes s'aperçoit qu'une infraction a eu lieu, elle prendra les mesures jugées nécessaires et appropriées aux circonstances.

Ainsi, s'il est déterminé qu'un logeur est responsable de la violation du présent règlement, il pourra faire l'objet des sanctions prévues aux articles ci-après.

**Article 12 : Procédure de taxation d'office**

En cas d'absence de déclaration, de déclaration erronée ou de retard de paiement de la taxe de séjour collectée ou de la taxe de séjour forfaitaire, l'exécutif de la collectivité adresse au propriétaire de l'hébergement une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Faute de régularisation dans le délai de trente jours suivant la notification de cette mise en demeure, un avis de taxation d'office motivé est communiqué au déclarant défaillant. Cet avis doit comporter les mentions détaillées à l'article R. 2333-48 du CGCT.

Pour la détermination des éléments de liquidation de la taxe à acquitter : sont pris en compte le nombre de nuitées retenues comme imposables et le coût par personne de ces nuitées pour les hébergements en attente de classement ou sans classement.

- Pour les logements classés : capacité totale d'accueil concernée x par le taux de la taxe de séjour applicable x taux fréquentation précisé ci-après. Les intérêts de retard sont ensuite appliqués.
- Pour les logements non classés : capacité habituelle de location ou par défaut 5 si aucune n'est communiquée x 30 € par nuitée et par personne x taux fréquentation moyen. Les intérêts de retard sont ensuite appliqués.
- Taux fréquentation : T1 : 30 %                      T2 : 50 %                      T3 90 %                      T4 30 %.

Le redevable peut présenter ses observations au Président pendant un délai de trente jours après la notification de l'avis de taxation d'office avant la mise en recouvrement de l'imposition. La réponse motivée définitive du représentant de la collectivité est alors notifiée dans les trente jours suivants la réception des observations. La dernière étape consiste alors à liquider le montant dû et à établir un titre de recettes exécutoire mentionnant les bases de l'imposition retenues et éventuellement émettre un titre de recettes pour les intérêts de retard.



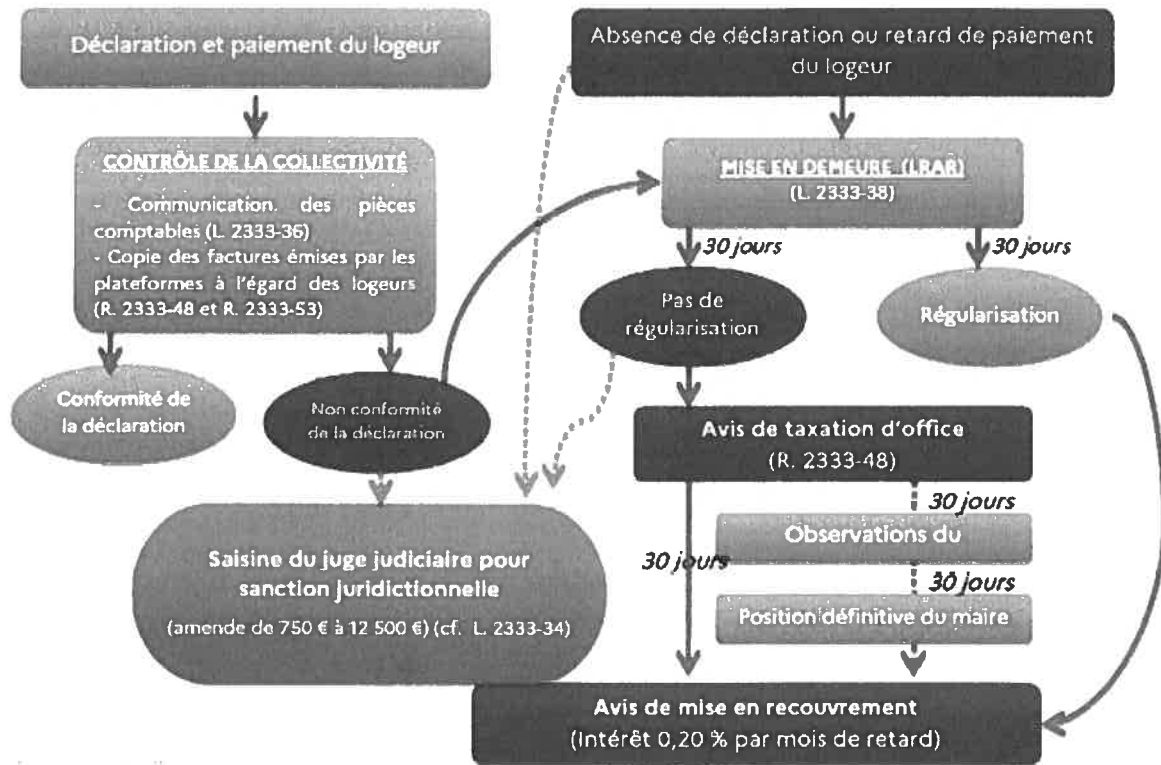
## AR Prefecture

017-241700624-20240523-DCC230524\_3-DE

Reçu le 29/05/2024

Publié le 29/05/2024

### Schéma de la procédure :



### Article 13 : Amendes

L'article L.2333-34-1 du CGCT prévoit une sanction en cas de défaut de déclaration, de collecte, et de reversement de la taxe de séjour, prononcée par le Président du Tribunal judiciaire « en la forme des référés », devenue la procédure accélérée au fond :

« I.-Le défaut de production dans le délai prescrit de la déclaration prévue au III de l'article L. 2333-34 entraîne l'application d'une amende pouvant aller jusqu'à 12 500 € sans être inférieure à 750 €. Les omissions ou inexactitudes constatées dans la même déclaration entraînent l'application d'une amende de 150 € par omission ou inexactitude, sans que le total des amendes applicables par déclaration puisse être supérieur à 12 500 €.

II.-Le fait, pour les logeurs, les hôteliers, les propriétaires, les intermédiaires et les professionnels mentionnés à l'article L. 2333-34, de ne pas avoir perçu la taxe de séjour sur un assujetti entraîne l'application d'une amende pouvant aller jusqu'à 2 500 € sans être inférieure à 750 €.

III.-Le fait, pour les logeurs, les hôteliers, les propriétaires, les intermédiaires et les professionnels mentionnés à l'article L. 2333-34, de ne pas avoir reversé le montant de la taxe de séjour due dans les conditions et délais prescrits au même article L. 2333-34 entraîne l'application d'une amende pouvant aller jusqu'à 2 500 € sans être inférieure à 750 €

### Article 14 : Autres sanctions et recours

Dans le cas d'un établissement de faux, la Communauté de Communes se verrait contrainte de porter plainte et de poursuivre la personne ayant commis le délit devant le tribunal compétent, afin d'obtenir réparation.

### Article 15 : Autres références

En cas de litige, il convient de se référer au dernier guide « taxe de séjour » édité par la DGE, en charge de ce domaine.

**AR Prefecture**

017-241700624-20240523-DCC230524\_3-DE

Reçu le 29/05/2024

Publié le 29/05/2024

**Article 16 : Application du règlement**

Les élus, services de la Communauté de Communes de l'île d'Oléron et le comptable public assignataire de l'île d'Oléron sont chargés d'appliquer et de contrôler l'application du présent règlement.

Le règlement est susceptible d'être modifié par délibération du conseil communautaire de l'île d'Oléron.

Le règlement est tenu à la disposition des redevables et des usagers.